



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250414-lmc1371263-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 16 avril 2025
Date de publication : 17/04/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 25/210

**CONVENTION DE
PARTENARIAT ENTRE LA
PREFECTURE DU VAR
REPRESENTEE PAR LA
DIRECTION
DEPARTEMENTALE DE
L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET
DES SOLIDARITES (DDETS),
L'UNION PATRONALE DU VAR
(UPV) ET LA METROPOLE
TPM DANS LE CADRE DE LA
MISE EN SERVICE DE
L'APPLICATION NUMERIQUE
"ESPACE ENTREPRISES 83" -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/210

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA
PREFECTURE DU VAR REPRESENTEE PAR LA
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU
TRAVAIL ET DES SOLIDARITES (DDETS), L'UNION
PATRONALE DU VAR (UPV) ET LA METROPOLE TPM
DANS LE CADRE DE LA MISE EN SERVICE DE
L'APPLICATION NUMERIQUE
"ESPACE ENTREPRISES 83" - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU les statuts de la Métropole,

VU la convention de partenariat entre la Préfecture du Var représentée par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), l'Union Patronale du Var (UPV) et la Métropole Toulon Provence Méditerranée ci-annexée,

CONSIDERANT que la Préfecture du Var représentée par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et l'Union Patronale du Var (UPV) ont œuvré pour la conception et le développement d'une application numérique « Espace Entreprises 83 » s'adressant aux créateurs et dirigeants d'entreprises,

CONSIDERANT que cette application a pour vocation de rassembler l'offre de services de l'ensemble des partenaires locaux (services de l'Etat, Conseil régional, Chambres consulaires, RPE, OPCO...) en matière de création, d'accompagnement et de développement des entreprises,

CONSIDERANT que « Espace Entreprises 83 » porte sur de nombreuses thématiques : Ressources humaines, emploi et formation / Création, cession et reprise / Gestion et développement / Soutien aux entreprises en difficulté / Responsabilité sociétale et environnementale,

CONSIDERANT que « Espace Entreprises 83 » a été officiellement lancée le 15 novembre 2024,

CONSIDERANT que la DDETS et l'UPV ont souhaité associer la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) à cette démarche en proposant à la cette dernière d'alimenter l'application de son offre d'accompagnement pour les entreprises,

CONSIDERANT que Toulon Provence Méditerranée conserve la maîtrise des contenus et parutions la concernant et dispose à cet effet, d'un compte opérateur,

CONSIDERANT que « Espace Entreprises 83 » constitue une vitrine qui promeut l'ensemble des dispositifs proposés par TPM en termes de création, accompagnement et développement des entreprises,

CONSIDERANT que la contribution de TPM à cette application ne donne lieu à aucune contribution financière,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe et **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION DE PARTENARIAT 2024 Espace Entreprises 83

ENTRE-LES SOUSSIGNÉS

Le Préfet du Var,

Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie - 83070 Toulon,

L'Union Patronale du Var (UPV),

Association loi 1901

Déclarée en Préfecture du Var sous le numéro W832004944

Dont le siège social se situe 237 Place de la Liberté - 83000 Toulon,

Représentée par Madame Véronique MAUREL, en sa qualité de Présidente,

et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée,

située 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par
Monsieur Jean-Pierre GIRAN, en sa qualité de Président,

Préambule

Le Préfet du Var, représenté par la DDETS

La Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) est un service déconcentré de l'État, placé sous l'autorité du Préfet du Var.

La DDETS est compétente en matière de politiques de cohésion sociale, de développement de l'emploi, d'insertion sociale et professionnelle, d'accès et de maintien dans le logement et du travail. Ses principales missions :

- soutenir et développer le secteur de l'emploi ;
- améliorer la qualité de l'emploi et des relations du travail ;
- favoriser l'insertion sociale et professionnelle ;
- anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- faciliter et pérenniser l'accès au logement et au travail ;
- développer la cohésion sociale et prévenir les risques d'exclusion ;
- développer l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'UPV

L'Union Patronale du Var est une organisation patronale interprofessionnelle.

Elle couvre l'ensemble du département du Var, par le biais de 5 délégations territoriales. Elle représente près de 5000 entreprises adhérentes ou en réseau, une trentaine de syndicats de branche et gèrent environ 700 mandats patronaux.

Elle assure principalement 4 missions :

- Agir : Action syndicale – Dialogue social – Représentation,
- Accompagner : Services de proximité,
- Former : Formation professionnelle et initiale,
- Développer : Développement économique et emploi, financement, international.

Les principaux domaines d'intervention de l'UPV sont :

- La représentation et la défense des entreprises,
- Le dialogue social,
- L'expertise, le conseil, l'assistance sur les thématiques juridique, économique, environnementale, formation, emploi RH, communication, santé au travail, RSE, QVT, cyber sécurité, etc
- L'animation d'un réseau d'entreprises varoises leur permettant d'échanger, de multiplier les contacts et de faire des affaires grâce à + de 100 réunions ou manifestations par an,
- Un service loisirs : un comité interentreprises bénéficiant à l'ensemble du personnel des entreprises (Carte Odyssée),

- Un dispositif QVT s'appuyant sur un service d'Assistances Sociales interentreprises, une équipe de psychologues du travail, un conseil en santé sécurité au travail (Enosys),
- La création, la reprise, la transmission d'entreprise,
- La RSE.

LE PARTENAIRE

Devenue métropole au 1^{er} janvier 2018, Toulon Provence Méditerranée (TPM) rassemble 12 communes du département du Var : Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères, Ollioules, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Toulon et La Valette-du-Var. Forte de 453 407 habitants, elle exerce un certain nombre de compétences transférées dont le Développement économique qui comprend notamment la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités (*industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires*).

Premier pôle économique et destination touristique du département, la Métropole se distingue par son dynamisme économique constant avec près de 9 000 créations d'entreprises en 2023 et concentre 46 % de l'emploi salarié du Var soit près de 180 000 emplois. 1 cadre sur 2 du département occupe un emploi au sein de TPM.

Par ailleurs, Toulon Provence Méditerranée dispose de 65 zones et parcs d'activités économiques harmonieusement répartis sur l'ensemble de son territoire.

L'activité économique métropolitaine est caractérisée par une économie résidentielle très marquée et se développe au sein de six filières d'excellence (*Défense et Economie bleue | Agriculture | | Tourisme et Congrès | Silver économie et Santé | Numérique et Cybersécurité Industries culturelles et créatives*).

De nouveau labellisée « Territoires d'Industrie » pour la période 2023-2027, la Métropole fait partie des 183 territoires français engagés pour la réindustrialisation du pays grâce à sa spécificité : une économie tournée vers l'industrie de la mer et la Défense.

Au plus près de ses entrepreneurs, la Métropole TPM met en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour développer son tissu économique et la croissance de ses établissements (*81 833 unités au 01/06/2024*). A cet effet, Toulon Provence Méditerranée mène une stratégie foncière durable qui consiste à créer, entretenir, optimiser et requalifier les espaces d'activités pour être au plus près des besoins de ses entrepreneurs. Enfin, la Métropole propose une gamme de dispositifs répondant aux besoins de chaque entrepreneur (financements, accompagnement à la création et à l'innovation, solutions d'hébergement...).

Article 1 : Objet de la Convention

Partageant le constat de la difficulté pour les chefs d'entreprises de se saisir des dispositifs d'accompagnement qui leur étaient offerts, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Var (DDETS du Var) et l'Union Patronale du Var (UPV) portent le développement d'une application numérique rassemblant l'offre de services de l'ensemble des partenaires locaux (services de l'État, conseil régional, chambres consulaires, RPE, OPCO...).

L'application Espace entreprises 83 est conçue comme un guide à l'usage des dirigeants d'entreprises du Var. Elle vise à donner en quelques clics l'information la plus exhaustive possible concernant l'ensemble des aides et dispositifs d'accompagnement mobilisables par les entreprises, quelle que soit l'institution qui les porte, autour des thématiques suivantes : Ressources humaines, emploi, formation / Création, cession, reprise / Gestion, développement / Soutien aux entreprises en difficulté / Responsabilité sociétale et environnementale.

Par ailleurs, dans le cadre de la nouvelle comitologie née de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, l'application Espace entreprises 83 constitue également un moyen privilégié d'interconnaissance de l'offre de services aux entreprises de chaque partenaire, notamment des membres du réseau pour l'emploi (RPE) du Var.

L'objectif de la présente convention est de définir les modalités de collaboration entre la DDETS, l'UPV et le PARTENAIRE.

Article 2 : Engagements de la DDETS du Var et de l'UPV

La DDETS du Var et l'UPV à s'engagent à

- Créer et mettre à disposition du partenaire une application numérique destinée à informer les entreprises du Var sur les dispositifs d'aides et d'accompagnement ;
- Désigner respectivement un référent / interlocuteur qui communiquera avec le partenaire ;
- Définir et mettre en œuvre une politique éditoriale en accord avec l'exigence de lisibilité et d'accès simplifié à l'information (cf. objet de la convention) ;
- Assurer la communication de l'application auprès des entreprises ;
- Accompagner le partenaire dans la prise en main de l'application, la publication et la mise à jour de son offre de services ;
- Animer le réseau de partenaires, élaborer et partager un tableau de bord pour le suivi des travaux ;
- Organiser un comité de pilotage une fois par an ;
- Assurer le support technique, les évolutions et la hotline de l'application auprès des utilisateurs.

Article 3 : Engagements du PARTENAIRE

Le PARTENAIRE s'engage à :

- Publier les dispositifs d'aides et d'accompagnements proposés aux entreprises ainsi que l'actualité qu'il jugera utile aux entreprises ;
- Veiller à la mise à jour des informations publiées, supprimer les données obsolètes ;
- Informer son réseau de l'existence de l'application, communiquer sur l'application ;
- Désigner un référent / interlocuteur unique qui communiquera avec la DDETS du Var et l'UPV ;
- Participer au comité de pilotage.

Article 4 : Évaluation et suivi de la Convention

En vue de procéder à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de cette convention mais aussi de maintenir et de développer les relations entre les parties, un comité de pilotage sera organisé par la DDETS.

Ce comité de pilotage se réunira à minima une fois par an en vue de :

- faire le bilan des actions menées et engagées,
- définir les orientations pour l'année à venir,
- valider le principe de reconduction de la convention.

Un compte-rendu est établi et soumis à l'approbation des parties

Article 5 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter de sa signature.

Elle se renouvelle pour la même durée d'un commun accord des trois parties après en avoir validé le principe dans les conditions visées à l'article 4, un mois au plus tard avant l'expiration de la convention en cours.

Il pourra y être mis fin par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois et notification par lettre recommandée avec AR adressée à la DDETS du Var et au siège social de l'UPV.

Article 6 : Protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Lorsqu'elle traite des données personnelles en vertu de la présente convention, chaque

Partie garantit qu'elle dispose de tous les droits, autorisations et / ou licences nécessaires pour traiter les données personnelles en tant que Responsable de traitement pour les finalités autorisées et se conforme à toutes les exigences découlant de la Réglementation Applicable qui s'opposeraient au traitement des données personnelles en vertu du présent Contrat.

Si une Partie souhaite traiter les données personnelles pour une autre finalité que celle prévue par la présente convention, elle pourra le faire à condition d'en informer l'autre Partie et de mener toute action nécessaire pour s'assurer que son traitement des données personnelles pour ces finalités nouvelles est conforme à la réglementation applicable (y compris, le cas échéant, en recueillant le consentement des personnes concernées).

Article 7 : Confidentialité

Les Parties s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, commerciale, technique, financière, nominative, etc., qui lui auront été communiquées par l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la Convention (les « Informations Confidentielles »), à l'exception des informations et documents transmis aux fins de communication.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance de la Convention pendant une durée de trois (3) ans à compter de la fin de celle-ci.

Les stipulations qui précèdent n'empêcheront pas l'une des Parties :

- de se prévaloir en justice des termes de la Convention pour en obtenir l'exécution par l'autre Partie ;
- de présenter les dispositions de la Convention à toute requête d'une autorité administrative ou judiciaire à laquelle elle doit se soumettre, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale ;
- de présenter les dispositions de la Convention lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

A la fin de la Convention, pour quelque cause que ce soit, chacune des Parties s'engage à restituer à l'autre Partie les Informations Confidentielles de l'autre Partie et à détruire les copies, sur tout support, qu'elle aura pu faire, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date effective de cessation de la Convention.

Cette obligation de restitution s'applique également aux analyses, notes, ou documents rédigés sur la base ou relative aux Informations Confidentielles, également confidentielles.

Article 8 : Droits de propriété intellectuelle

Les Parties sont dans la nécessité d'avoir recours à des documents, fournitures ou éléments (ci-après les « Éléments ») grevés de droits de propriété intellectuelle dont l'une d'elles est

titulaire afin de mener à bien leurs obligations prévues aux présentes. Chaque Partie déclare qu'elle dispose de tous les droits et autorisations leur permettant de conclure la convention et de se conformer à l'ensemble des stipulations de celle-ci, et notamment qu'elle dispose des droits nécessaires et suffisants pour accorder à l'autre Partie la concession de droits sur les Éléments ci-après définis.

L'ensemble des Éléments (notamment marques, logos, visuels, dénomination commerciale et/ou signes distinctifs, affiches, maquettes, , etc.) transmis par une des Parties au titre de la Convention, restent la propriété entière et exclusive de cette Partie.

Chaque Partie ne pourra utiliser, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, les droits précités de l'autre Partie qu'avec son accord écrit préalable et pour les seules finalités prévues aux présentes.

Les Parties s'engagent dès la fin de la Convention à :

- cesser toute utilisation des marques, logos et signes distinctifs de l'autre Partie
- détruire ou restituer l'ensemble des éléments relatifs aux marques, logos et signes distinctifs mis à la disposition par l'autre Partie.

Article 9 – Responsabilité

Les Parties mettent en œuvre les moyens nécessaires à une bonne exécution de leurs engagements au titre de la présente convention.

Chaque Partie assurera à l'égard de l'autre les conséquences de sa responsabilité. Les Parties feront respectivement leur affaire des dommages qu'elles pourraient se causer mutuellement ou qu'elles pourraient causer à leur personnel respectif ou à des tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

En aucun cas, les dommages indirects subis pour l'une ou l'autre des parties n'ouvrent droit à réparation. Les dommages indirects au sens de la présente convention sont ceux qui ne résultant pas directement ou exclusivement de la défaillance de l'une des parties et, notamment, les pertes d'exploitation et les préjudices commerciaux.

Les Parties ne sont pas responsables de l'inexécution de l'une quelconque de leurs obligations contractuelles lorsque cette inexécution est due à un événement indépendant de leur volonté et que l'on ne pouvait raisonnablement attendre d'elles qu'elles le prennent en considération au moment de la conclusion du contrat ou qu'elles le préviennent ou le surmontent, même lorsque cet événement ne rend pas totalement impossible, mais seulement substantiellement plus difficile ou plus onéreuse l'exécution de ce contrat.

Article 10 : Indépendance des clauses / Modification de la convention

La présente Convention constitue le seul et unique accord existant entre les parties sur le sujet dont elle fait l'objet.

La nullité d'une ou plusieurs clauses de la présente Convention n'affecte pas la validité du

contrat dans son ensemble. Les Parties s'efforceront de remplacer la clause nulle par une clause de nature équivalente.

Toute modification ou amendement n'aura d'effet obligatoire que pour autant qu'il soit établi par écrit et signé par chacune des Parties.

Article 11 : Élection de domicile et droit applicable

Les parties font élection de domicile aux adresses postales sus-indiquées.

Le présent contrat est régi par le droit français.

Article 12 : Litiges

En cas de litige né de la présente convention, les parties tenteront d'abord de le résoudre de manière amiable.

En cas d'échec du règlement amiable, tout litige relatif à l'exécution, l'interprétation et la fin de la présente convention relèvera de la compétence exclusive des juridictions compétentes.

Signatures

Fait à Toulon en trois exemplaires originaux.

Le 19/02/2025

Le Préfet du Var
Monsieur Philippe Mahé

Pour l'UPV
Madame Véronique Maurel
Présidente

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Jean-Pierre Giran
Président